



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2022-73
Séance du 7 décembre 2022 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-deux, le sept décembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Théo Briane, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Didier Huber, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Filipe Serra
Mmes Frédérique Berard, Elodie Joannot, Romane Palau, Paloma Pervent, Fanny Suau, Brigitte Torrandell, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Sylvain Deyrat pouvoir à M. Didier Huber, Mme Laurence Enjalbert pouvoir à Mme Paloma Pervent, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Michel Perez, M. Alexis Viala pouvoir à Mme Frédérique Berard

Absents excusés : Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan

Secrétaire de séance : M. François Petit

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 17

Procurations : 4

Absents : 2

Votants : 21

Date de convocation et affichage

2 décembre 2022

Objet : Convention d'adhésion à la mission de délégué à la protection des données : autorisation de signature

M. le maire explique que pour lutter contre la profusion frauduleuse des données à caractère personnel, le 27 avril 2016, le Conseil de l'Union Européenne et le Parlement européen ont adopté conjointement le règlement n° 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données, couramment dénommé « RGPD ». Ledit règlement abroge la directive 95/46 jusqu'à présent en vigueur et renforce les modalités de protection des données à caractère personnel.

L'entrée en vigueur du RGPD n'est pas sans conséquence pour les collectivités territoriales et les établissements publics locaux. Désormais, l'autorité territoriale, en tant que responsable du traitement des données, à l'obligation de désigner un délégué à la protection des données.

L'article 37 du règlement n° 2016/679 permet d'envisager une mutualisation départementale de cette mission. Le Conseil d'administration du Centre de Gestion de l'Hérault (CDG 34) a décidé de créer une mission de délégué à la protection des données pour les entités locales demandeuses.

Par décision du conseil municipal du 13 décembre 2018, la commune a décidé d'adhérer à la convention pour la mission de délégué à la protection des données proposée par le CDG 34.

M. le maire précise que cette convention d'adhésion arrivera à son terme en fin d'année et il convient de la renouveler.

La convention présentée est conclue pour une durée de quatre ans, la participation financière de la commune est définie ainsi :

- Le tarif journalier d'un délégué à la protection des données du CDG34 est de 250 €
- Le nombre de jours estimatifs d'intervention à prévoir annuellement pour la commune et pour la mise en conformité, puis l'actualisation des données est de 3 à 4 jours la 1^{ère} année et 1,5 à 2 jours les années suivantes.

M. le maire donne lecture du projet de convention et donne la parole aux élus qui le souhaitent.

Le conseil municipal, après discussion et à l'unanimité :

- se prononce favorablement sur la convention présentée,
- donne pouvoir M. le maire pour signer la convention présentée et toutes les pièces relatives à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré, Laverune le 7 décembre 2022.

Roger CAIZERGUES
Maire



François PETIT
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 1.7.6